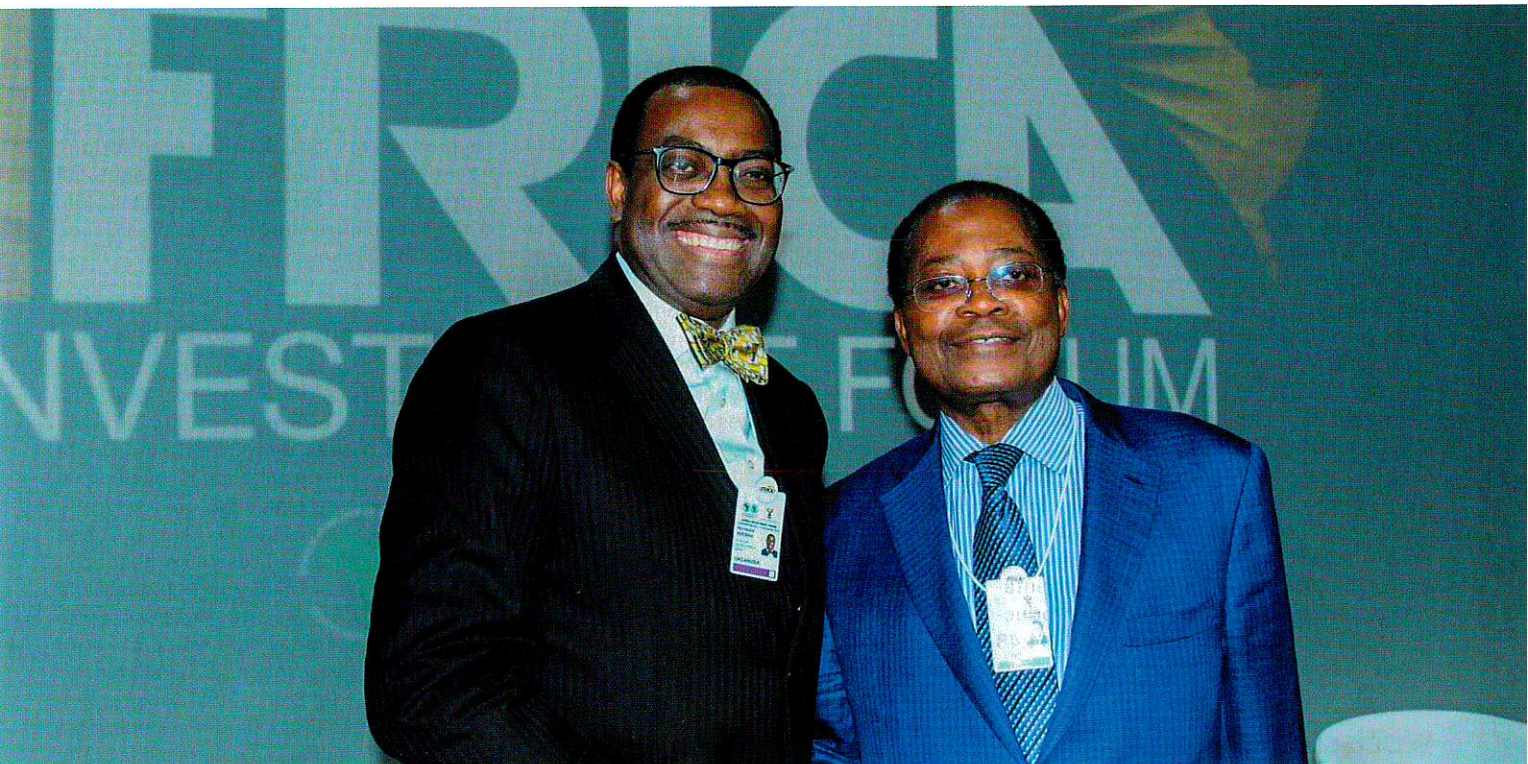


Promotion des investissements en Afrique

La BAD et l'ABR s'engagent



La première session de l’Africa Investment Forum (AIF), tenue du 7 au 9 novembre 2018 à Johannesburg, en Afrique du Sud, a été l’occasion pour la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Table-ronde des hommes d’affaires d’Afrique (ABR) unissent leurs efforts pour donner une nouvelle impulsion aux investissements sur le continent.

Depuis quelques années, l’Afrique présente un intérêt certain pour les investisseurs du fait, notamment, d’une forte croissance économique, d’un secteur financier en voie de constitution, d’une masse d’épargne largement inemployée et de la perspective de rendements élevés. Cependant, depuis 2014, l’on s’accorde à dire que le bel élan jusque-là observé connaît un net ralentissement. Le rapport sur «l’investissement dans le monde en 2018», publié en juin dernier par la Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le développement (CNUCED), relève en effet que «les investissements directs étrangers en Afrique sont tombés à 42 milliards de dollars en 2017 contre 52,5 milliards en 2016, soit un recul de 21 %». Ce rapport met en cause la faiblesse des prix du pétrole et les

conséquences négatives de la récession du secteur des matières premières.

Selon certains analystes, «cette tendance baissière est aussi un phénomène mondial puisque l’organisation onusienne explique que les IED dans le monde sont descendus l’année dernière à 1 430 milliards de dollars (1 210 milliards d’euros), en raison de la diminution des grandes fusions-acquisitions et de la baisse des taux de rendement de ce type d’investissements». Cité par le magazine français *Le Point*, le secrétaire général de la CNUCED, Mukhisa Kituy, précise que «la tendance à la baisse des investissements directs étrangers et le ralentissement des chaînes de valeurs mondiales sont une source importante d’inquiétude pour les décideurs politiques, particulièrement ceux des pays en voie en développement.»

■ Nécessité de redresser la barre

La tendance baissière des investissements appelle la nécessité de redresser la courbe pour le continent qui veut s’inscrire dans une perspective de développement durable. Une préoccupation pour les États africains eux-mêmes, mais aussi pour les opérateurs économiques et les institutions financières. La Banque Africaine de Développement en a fait un de ses principaux chevaux de bataille. L’Africa Investment Forum qu’elle a mis en place est «une plateforme de co-garantie et de co-financement, destinée à mobiliser des capitaux et à accélérer les investissements pour transformer les secteurs économique, agricole et industriel en Afrique».

La mobilisation des investissements en vue du développement économique de l’Afrique constitue, cela va sans dire, une

ue ent à Johannesburg.

préoccupation partagée par l'ABR. Instituée en 1990 par le regretté Babacar Ndiaye, à l'époque président de la BAD, la Table-ronde des hommes d'affaires d'Afrique a l'ambition d'œuvrer pour la promotion du développement et de la croissance du secteur privé du continent. Elle se veut une plateforme qui

■ Faire progresser les projets jusqu'à leur financement

Première expérience du genre, la rencontre de l'Africa Investment Forum a réuni dans la métropole sud-africaine de Johannesburg, fonds de pension, fonds souverains, investisseurs privés, décideurs, sociétés de

de dollars US prévus pour le lancement des projets, tandis que 49 projets d'une valeur de 38,7 milliards de dollars ont été garantis.

Les membres de l'ABR ont, pour leur part, saisi cette opportunité pour développer leurs affaires et étendre leur présence en Afrique et dans le monde. Les 5 projets que l'ABR a



permet aux entreprises, aux hommes et aux femmes d'affaires, ainsi qu'à diverses institutions de s'associer sous la bannière d'une organisation faîtière. L'ABR dit ainsi obéir à une vision panafricaine qui est de trouver des solutions communes aux sujets d'intérêt commun. La BAD et l'ABR ont des raisons d'être optimistes d'autant plus que, même si les IDE sont en baisse, le montant des investissements intra-africains (12,1 milliards de dollars) a, quant à lui, triplé en 10 ans.

La Table-ronde a, depuis 2017, porté à sa tête Samuel Dossou-Aworet en qualité de président et chairman de son conseil d'administration. Éminent investisseur et modèle de réussite dans le monde des affaires, le président du groupe Pétroline a activement participé au forum de Johannesburg.

Au-delà de son président, l'ABR a pris part à cette édition de l'AIF en tant que partenaire stratégique et sponsor de l'événement. La Table-ronde des hommes d'affaires d'Afrique et la BAD conviennent ainsi de mutualiser leurs forces pour que l'Africa Investment Forum devienne le tremplin essentiel pour les investissements en Afrique et réponde aux importants besoins du continent en infrastructures, en particulier, et en matière de développement, en général.

capital-investissement et chefs de gouvernement sous la bannière de la Banque Africaine de Développement (BAD) dont le marché novateur vise à faire progresser les projets jusqu'à leur financement, mobiliser des capitaux et accélérer le bouclage financier des transactions.

A Johannesburg, on a parlé transactions: l'accent a en effet été mis sur la structuration des transactions, l'examen et le lancement des projets, l'attrait des co-investisseurs et la facilitation des transactions. Objectif visé: débloquer les opportunités d'investissement évaluées à plusieurs milliards de dollars de l'Afrique.

Cette édition de l'Africa Investment Forum a, ainsi que l'indique le communiqué final publié à la fin des travaux, servi de plateforme de mise en œuvre pour le cofinancement et la réduction des risques pour aider à combler le déficit de financement des investissements en Afrique.

■ Un forum fructueux

Le forum de Johannesburg a mis en exergue la communauté d'intérêts entre la BAD, conduite par le Dr Akinwumi Adesina, et l'ABR du président Samuel Dossou-Aworet. Il a permis de discuter des accords multilatéraux d'une valeur d'environ 47 milliards

soumis à la plateforme d'Africa Investment Forum ont en effet tous été sélectionnés pour être pris en compte par les investisseurs et les financiers. L'un des projets présentés ici a suscité plusieurs «manifestations d'intérêt» de financiers et d'investisseurs de renommée mondiale. Johannesburg a également permis la signature de nombre d'accords d'affaires.

En plus des transactions sur le financement des projets, un espace a, par ailleurs, été réservé aux débats. C'est ainsi qu'une session a été organisée sur le thème «l'Afrique: une destination des investisseurs», en co-présentation avec la Commission européenne. Samuel Dossou-Aworet s'y est joint aux autres éminents panélistes pour présenter les attentes du secteur privé africain concernant l'état actuel du climat d'investissement et les améliorations à apporter.

La participation de l'ABR en tant que sponsor de l'Africa Investment Forum a permis à l'organisation de bénéficier d'une grande visibilité et de donner à ses membres l'accès à toutes les sessions qu'ils ont mis à profit pour un réseautage efficace.